Mobilisation contre l'A69 : des policiers «infiltrés» et «déguisés en zadistes»

Article réservé aux abonnés

Dans un rapport rendu public ce vendredi 1er août, consulté par «Libération», l'Observatoire des pratiques policières de Toulouse accuse la préfecture du Tarn et le ministre de l'Intérieur d'avoir «menti à la presse et à la société civile».

Lors du week-end de la «Turboteuf», à Maurens-Scopont, dans le Tarn, le 6 juillet 2025. (Alain Pitton/NurPhoto. AFP)

par <u>Stéphane Thépot</u>, correspondant à Toulouse

publié aujourd'hui à 11h00

En bermuda, le visage masqué, ils apparaissent fugitivement en arrière-plan d'une photo lors du dernier rassemblement des <u>opposants au chantier de l'A69</u>, le 5 juillet, à 15 h 41. Contrairement aux autres manifestants saisis sur ce cliché pris à la volée par le photographe indépendant Alain Pitton dans le parc du château de Scopont, dans la vallée du Tarn, les deux hommes ne s'amusent pas à souffler des bulles de savon. Il s'agirait en réalité de policiers *«infiltrés»* et *«déguisés en zadistes»*, selon l'Observatoire des pratiques policières (OPP) de Toulouse.

Dans un rapport circonstancié de 35 pages illustré de nombreuses photos prises par la dizaine de bénévoles déployés sur le terrain durant tout le week-end de la «Turboteuf» dans le Tarn, l'OPP accuse la préfecture du Tarn et le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, d'avoir «menti à la presse et à la société civile».

«Merde, j'ai parlé avec eux»

Ce n'est qu'à la fin de la manifestation du samedi, émaillée de heurts en fin de journée avec <u>l'imposant cordon de forces de l'ordre</u> positionné aux abords du château, que les observateurs en gilets jaune et bleu ont constaté la présence, jugée suspecte, de quatre intrus masqués sortis du bois entourant le château à la fin des hostilités pour se diriger vers les gendarmes mobiles, sans être interpellés. Le visionnage a posteriori des clichés

d'Alain Pitton, photographe freelance qui s'attache à suivre tous les épisodes du feuilleton de l'A69 depuis plus de quatre ans, est accablant à leurs yeux : «Il ne fait plus aucun doute que ces hommes font partie d'un service de renseignements», assure l'OPP dans son rapport. «On avait déjà recueilli des témoignages oraux sur la présence supposée de barbouzes et de provocateurs, mais sans aucune preuve à ce jour», témoigne Daniel Welzer-Lang, coordinateur et caution scientifique du rapport. Professeur émérite de l'université Toulouse-Jean-Jaurès, ce sociologue du CNRS n'était pas sur le terrain mais assurait le «back-office» pour l'observatoire. «Un pote proche de la mouvance blackblock m'a dit : "Merde, j'ai parlé avec eux dans l'après-midi"», rapporte de son côté le photographe toulousain à Libé.

On récapitule

A69 : le guide ultime pour tout comprendre à l'interminable feuilleton

L'OPP soupçonne ces agents infiltrés d'avoir «vraisemblablement» fourni les photos utilisées par le ministre de l'Intérieur et le préfet du Tarn avant même la manifestation pour sonner l'alerte sur la présence de «groupes de barbares» venus pour «casser du flic». Contactée, la préfecture du Tarn se refuse à tout commentaire. Le représentant de l'Etat dans le département, Laurent Buchaillat, a toutefois catégoriquement réfuté les affirmations du propriétaire du château de Scopont. Dans le Canard enchaîné du 16 juillet, Bernard d'Ingrando assurait que des gendarmes avaient pénétré dans sa propriété «sans autorisation». En réaction, la préfecture menace le châtelain de poursuite pour «diffamation». L'homme, qui avait offert le refuge aux opposants alors que toute manifestation était interdite sur les 17 communes traversées par le chantier dans le Tarn, assure à Libération n'avoir reçu aucune assignation à ce jour.

«Ultra-militarisation»

Le rapport de l'OPP dénonce plus généralement un récit «apocalyptique» du préfet et du ministère de l'Intérieur pour «légitimer une ultra-militarisation» du maintien de l'ordre. Les observateurs ont dénombré 120 tirs de grenades en moins de deux heures, la présence d'un pick-up équipé d'un lanceur multicoups de 56 mm accusé d'avoir provoqué un début d'incendie comme à Sainte-Solline (Deux-Sèvres) et de trois blindés Centaure «utilisés de

manière offensive». L'un de ces engins de la gendarmerie, équipé d'une mitrailleuse bâchée, a servi à démolir la barricade érigée sur la route nationale. Le canon à eau n'a pas été mobilisé pour repousser les manifestants ni pour éteindre le début d'incendie, mais aurait servi à humidifier le terrain pour éviter d'autres départs de feu avant l'assaut final, selon l'OPP.

Reportage

«Turboteuf» de l'A69 : «Le but c'est pas la confrontation, c'est d'aller danser sur le chantier !»

Environ 750 manifestants sur le millier de personnes présentes dans l'enceinte du château ont vainement tenté d'atteindre le chantier de l'A69 protégé par 1 600 gendarmes mobiles, avant de se replier *«pour faire la teuf»*. En marge de la manif, trois personnes qui quittaient le château pendant les échauffourées ont été interpellées. Après une nuit en garde à vue, elles ont été relâchées le dimanche, sans poursuites. *«A la gendarmerie de Puylaurens, on les a présentés comme des "ennemis"»*, déplore leur avocate auprès de *Libération*.